

Brefs regards sur l'année 2020

« Aujourd'hui, les femmes... front pionnier de la démocratie, militantes de la paix et de la vie, conscientes de leurs droits et de leurs devoirs de citoyenneté, portent un principe d'espérance ».

Antoinette Fouque*

Anonymes ou puissantes, entre grandes misères, luttes et victoires aussi, des femmes ont marqué l'Histoire du monde en 2020.

Des femmes puissantes

Un lent mouvement de fond amène des femmes de plus en plus nombreuses à des postes de pouvoir.

Elles sont devenues cheffes d'Etat : la Moldave Maia Sandu, européenne convaincue qui a fait campagne contre la corruption et battu à plate couture le candidat pro-Russe pour être la première femme élue présidente de ce pays, la Grecque Ekaterini Sakellariopoulou qui a ouvert de la même façon une brèche dans les traditions patriarcales de la Grèce.

Après un premier mandat, elles ont été confortablement réélues : à Taïwan, la Présidente Tsï-Ing-Wen et, en Nouvelle Zélande la Première Ministre Jacinda Ardern, leurs partis respectifs progressistes confortant leur position majoritaire.



Aux Etats-Unis, elles ont arraché la victoire électorale, les femmes démocrates mobilisées dans la campagne présidentielle : comme Stacey Abrams en Georgie, Nancy Pelosi adversaire intraitable de D. Trump, réélue à la présidence de la Chambre des représentants, et la première d'entre elles Kamala Harris, future Vice-Présidente ouvrant la voie à une équipe présidentielle faisant une large et juste place aux femmes et à la diversité.

Que cela ne masque pas la faible présence des femmes dans la gestion du monde : seulement une vingtaine de pays est dirigée par une femme et un quart des sièges des parlements nationaux sont occupés par une femme. Dans les pays européens, 32% des ministères sont tenus par des femmes avec de fortes disparités entre les pays du nord paritaires et ceux du sud, et elles constituent environ 30% des parlements nationaux.

A l'échelle de l'Europe ces mornes statistiques moyennes sont à mettre en perspective avec l'émergence de figures de femmes pour la première fois à des postes clés de la gouvernance européenne, suite aux élections de 2019, comme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne et Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne. Emergent aussi les noms de femmes puissantes, mobilisées contre la corruption, qu'on a vues à l'œuvre pour faire barrage aux dérives autoritaires et populistes qui menacent l'Europe centrale post communiste à l'ombre des

* « Tant qu'il y aura des femmes », *Le Débat*, n°100, 1998.

démocraties illibérales de Hongrie et de Pologne :Zuzana Caputova , présidente de Slovaquie ,la Roumaine Laura Codruta -Kövesi cheffe du parquet européen anti-corruption et la Tchèque Vera Jourova, vice-présidente de la Commission européenne chargée du respect des valeurs de l'UE et de la transparence

La crise sanitaire actuelle. Pour une démocratie capable d'empathie ?

En avril 2020 le magazine américain *Forbes* publiait une étude démontrant que les femmes au pouvoir géraient mieux la crise sanitaire, donnant notamment en exemples, chiffres à l'appui, la Finlande, la Norvège, Taïwan, l'Allemagne et la Nouvelle Zélande, jugeant qu'elles sont plus réactives, qu'elles agissent avec davantage de transparence et d'empathie envers la population. Il est indéniable que les déclarations d'Angela Merkel, d'Erna Solberg ou Jacinda Ardern pour apaiser les craintes des citoyens et expliquer leur stratégie face à l'épidémie, tranchaient avec les propos de maîtrise guerrière de certains, et manifestaient un rapport différent à l'autre, au peuple. Mais la seconde vague qui a épargné peu de pays appelle à relativiser les performances, et il faut se garder de conclure rapidement avec les stéréotypes habituels sur des qualités de sollicitude propres aux femmes en omettant de réfléchir plus profondément à ce qui fait la spécificité de leur expérience de vie personnelle et collective et ses possibles effets en politique.



Cette épidémie nous a appris l'interdépendance, chacune et chacun de par le monde appartenant à la même humanité menacée par la maladie, le contact de l'autre étant chargé d'un possible danger ; nous avons redécouvert la solidarité. Il nous a fallu nous poser la question de ce qui est essentiel et la crise sanitaire, associée au confinement aura au moins permis de prendre conscience de l'apport vital des anonymes, employés à l'entretien et au soin des corps, à l'éducation, dont la grande majorité sont des femmes. Comment cette reconnaissance de la contribution des secteurs où elles sont surreprésentées et sous-payées (nettoyage, grande distribution, restauration, économie informelle) s'accompagnera-t-elle de gratitude ?

Au fil des mois, dans les discours et les recommandations de nos dirigeants, la société apparaît comme un ensemble organique menacé où le devoir de protection des « vulnérables » s'impose à chacun comme un « principe de responsabilité » dans une interdépendance généralisée (toute infraction étant pénalisée). C'est une interprétation politique du *Care* ; qu'elle ne conduise pas à l'effacement d'une citoyenneté fondée sur l'éducation, construite pour chacun par un long travail critique d'émancipation des croyances ou préjugés, pour sortir de la minorité et penser librement sans être dirigé par autrui !

Des luttes de femmes

« Notre corps nous appartient »

Ce cri des premiers temps du Mouvement des femmes a accompagné les luttes pour l'avortement libre. Il fait symboliquement barrage à toutes les prédatons et violences sexuelles, subies surtout par des femmes, par des filles ou des garçons victimes d'inceste ou d'agressions pédophiles. Il a trouvé son écho moderne dans le mouvement *#Me too*, après « l'affaire Weinstein », qui a éclaté dans le monde du cinéma, et est comme une métaphore des agressions sexuelles et des liens entre pouvoir et

jouissance. Portées par ce mouvement des milliers de femmes ont été encouragées à révéler leurs histoires singulières et à demander justice. La vague des témoignages mis en résonance collective, ne cesse de grossir et traverse tous les champs d'activité et tous les milieux. En 2020, c'est l'actrice talentueuse Adèle Haenel qui a pris la relève de la lutte dans le milieu du cinéma ; le procès d'Harvey Weinstein a eu lieu et il a été condamné.

En Argentine. « Vivas y libres »



A la toute fin de l'année, le projet de loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse, sans condition et jusqu'à la 14^{ème} semaine de grossesse a été enfin adopté. La lutte des Argentines aura été longue et âpre face aux Eglises catholique et évangélique et cette victoire est le fruit d'un travail militant mené par un collectif d'associations héritier d'une longue tradition de politisation et lutte de femmes (comme en témoigne l'engagement des *mères et grand-mères de la place de Mai*). Les groupes formés dans tout le pays après la dictature militaire pour défendre les droits des femmes et contre les violences domestiques et sexuelles, se sont rassemblés dès 2005 pour lancer la campagne nationale pour légaliser l'avortement. Les mobilisations massives du mouvement #Me too ont accéléré la prise de conscience dans le pays et débouché sur la dénonciation d'une autre sorte de violences faites aux femmes : celles issues de l'illégalité de l'avortement, resté tabou.

En Biélorussie. « Notre protestation a un visage de femme »



A la tête de la Biélorussie depuis 26 ans, Alexandre Loukachenko a été réélu frauduleusement au mois d'août, immédiatement des manifestations pour une Biélorussie démocratique ont soulevé le pays et

ont été violemment réprimées. Dès le premier soir, les femmes biélorusses se sont portées à la pointe de ce mouvement pour faire cesser les violences et dénoncer les tortures sur les militants emprisonnés.

Le dernier dictateur d'Europe avait préparé son coup en emprisonnant les trois principaux opposants candidats à la présidence, c'était compter sans les femmes liées à eux : Svetlana Tikhanovskaïa, épouse de l'un d'eux et femme au foyer a pris la place de son mari non sans avoir mis à l'abri ses deux enfants en Lituanie ; les deux autres, Maria Kolesnikova et Veronika Tsepikalo, l'ont rejointe pour une campagne dynamique promettant le changement. Svetlana très populaire convoquée par la police et vite réfugiée en Lituanie cherche de là à construire un réseau de soutien de pays démocratiques tout en ménageant la Russie, elle a organisé la résistance dans le pays via un *Conseil de coordination de l'opposition* qui se veut instance de dialogue entre le pouvoir et le peuple. Pendant de longs mois les manifestations se sont poursuivies et ont été réprimées, les femmes ont maintenu leurs marches du samedi, reprenant les exigences de l'opposition : le départ d'A. Loukachenko, la libération des prisonniers politiques et l'organisation de nouvelles élections. Désormais le mouvement est bien implanté mais enlisé, face à un régime qui refuse toute négociation et emprisonne à tour de bras ; il occupe moins l'espace public pour éviter la répression et s'organise en coulisse pour durer.

En décembre, Svetlana au nom de l'opposition démocratique en Biélorussie a été honorée par l'Union Européenne du Prix Sakharov des droits de l'homme. Outre sa personne, le prix a distingué plusieurs personnalités de l'opposition, dont les deux femmes qui ont fait campagne avec elle (l'une est emprisonnée et l'autre en exil forcé), et Svetlana Alexievitch, prix Nobel de littérature, dont l'ouvrage *La guerre n'a pas un visage de femme* a inspiré le slogan des manifestantes, cette dernière est peut-être le dernier membre du conseil de coordination encore libre mais traquée.

Beaucoup d'espoirs sont placés dorénavant dans le renouvellement politique aux Etats-Unis.

Des avocates.

Dans certains pays, au péril de leur vie, des femmes sont avocates et militent pour les droits humains, ou luttent contre la mainmise des hommes et du pouvoir en place sur leur existence

En Turquie, l'avocate Ebru Timtik avait été condamnée à 13 ans de prison pour appartenance à une organisation terroriste, après un simulacre de procès. En fait, elle avait assisté la famille d'un jeune manifestant tué dans une manifestation antigouvernementale. Elle réclamait pour elle-même un procès équitable et était pour cela en grève de la faim depuis plus de 7 mois, elle est morte en prison au mois d'août, toute demande de libération pour raison de santé ayant été rejetée. La rue a réagi et marché bravement à Istanbul aux cris de « Ebru Timtik est immortelle » en dernier hommage.

En Iran, l'avocate Nasrin Sotoudeh, connue pour la défense des femmes qui manifestent contre le port du voile obligatoire dans son pays, est en prison depuis 2 ans, condamnée à 33 ans de prison et 148 coups de fouet. En mars, elle a entamé une grève de la faim pour que les prisonniers politiques aient droit aux mesures de libération exceptionnelle prises face à la propagation du covid-19. Relâchée temporairement en novembre, elle a dû retourner en prison en décembre...S'agit-il pour le régime théocratique de briser le mouvement féministe en réduisant au silence une de ses grandes figures, afin de faire oublier ses échecs dans la modernisation de l'économie et son incurie ?

En Arabie Saoudite, l'avocate Loujain Al -Hathloul connue pour son combat en faveur du droit des femmes à conduire, est depuis 2 ans en prison où elle dit avoir subi des sévices, elle vient d'être condamnée à 5 ans de prison par le tribunal antiterroriste du royaume. Alors que le décret levant l'interdiction faite aux femmes de conduire est présenté comme l'une des mesures phares de la

modernisation sociale impulsée par le Prince « MBS », le message aux militantes est clair : toute transformation sociétale ne peut être que le fait du Prince.



Quelle voie pour après ?

Le retour vers ces quelques noms de femmes qui ont marqué 2020 n'a rien d'exhaustif et ne peut être que subjectif. Ils appartiennent à des leaders ou des héroïnes dont le féminisme positif cherche à transformer le désordre et la violence du monde selon un modèle démocratique. L'histoire a montré que les mouvements des femmes sont solidaires : celles qui brisent des entraves en un lieu font avancer les autres ailleurs ou les inspirent. Continuons donc à travailler pour donner forme à une démocratie paritaire en France et restons liées aux femmes dans le monde !

L'avenir au-delà de 2021 sera celui que les jeunes femmes d'aujourd'hui feront de cet héritage, comptant sur leurs propres forces et celles des hommes que l'expérience de la parité avec les femmes aura libérés de la peur de l'autre et du virilisme

Anne-Marie Marmier
12 janvier 2021